



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2016





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -56,46 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2016 s'élève à -56,46 Md€ contre -61,28 Md€ à fin avril 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués de la baisse des

dépenses nettes de 1,43 Md€, de la hausse des recettes nettes de 8,84 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 5,46 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 111,70 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 15,92 Md€ principalement consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,07 Md€ dont 2,66 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré », 1,67 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » et 0,76 Md€ pour le programme « Vie de l'élève » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,74 Md€ dont 3,05 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,05 Md€ pour le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

Les dépenses nettes à fin avril 2016 s'élèvent à 111,70 Md€ contre 113,14 Md€ à fin avril 2015 à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par les baisses conjuguées des dépenses d'investissement (-0,63 Md€ notamment sur la mission « Défense »), des charges de la dette de l'Etat (-0,54 Md€ notamment du fait de la baisse de

✓ Mission **Défense** : 3,86 Md€ dont 1,74 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,23 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,19 Md€ dont 1,13 Md€ imputable au programme « Handicap et dépendance » et 0,98 Md€ pour le programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,69 Md€ dont 1,06 Md€ au titre du programme « Infrastructures et services de transports » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,58 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,82 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,70 Md€.

l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » suite à la réduction des intérêts des bons du Trésor à intérêts annuels) et des dépenses de fonctionnement (-0,51 Md€ notamment sur la mission « Ecologie, développement et mobilité durables »).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 78,89 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

TVA : 12,41 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 4,67 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 3,20 Md€ dont 0,92 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès et 0,89 Md€ au titre des autres taxes intérieures ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,33 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,35 Md€ dont -2,74 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 94,52 Md€

Elles s'élevaient à 90,97 Md€ à fin avril 2015 à périmètre constant, soit une hausse de 3,55 Md€. Cette variation s'explique par les hausses des recettes nettes de TVA pour 1,91 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,49 Md€ (notamment en raison de la taxe sur les installations nucléaires de base versée en avril cette année mais enregistrée en mai l'an passé, de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la

contribution au service public de l'électricité et, de l'augmentation des mutations à titre gratuit) ainsi que des recettes de TICPE pour 1,42 Md€ (notamment du fait de reversements importants à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France en 2015). Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 0,83 Md€ essentiellement en raison de la diminution des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune.

### Recettes non fiscales : 3,44 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2016 s'élèvent à 3,44 Md€ contre 2,27 Md€ à fin avril 2015. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat pour 0,73 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques), ainsi que par la hausse

des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,45 Md€ (notamment en raison du recouvrement d'amendes par l'Autorité de la concurrence dans les secteurs des communications électroniques et du transport de colis).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,62 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -19,62 Md€ à fin avril 2016 contre -24,23 Md€ à fin avril 2015. Cette variation s'explique par la minoration des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 3,32 Md€ suite à un

rythme d'appel des ressources plus lent début 2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE ainsi que par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 1,29 Md€ (dont 1,22 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,64 Md€

#### *Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

Le compte spécial « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,34 Md€ correspondant essentiellement au paiement des intérêts des OAT à taux fixe, et des recettes pour 16,14 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général. Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre

des dépenses pour 7,94 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,84 Md€. Le compte « **Transition énergétique** » affiche des recettes de 0,52 Md€ principalement dues à la fraction de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité affectée à ce nouveau compte spécial.

Au 30 avril 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,64 Md€ contre -18,19 Md€ en avril 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers (-6,01 Md€) notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement au cours du mois

de février 2016. Cette baisse est légèrement compensée par l'augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale (+0,42 Md€ notamment du fait de la création du compte « Transition énergétique » en 2016).

### Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 613,43 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 53,93 Md€) et les BTF (émissions nettes de 2,14 Md€).

Les montants des BTAN a diminué de 25,63 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-28 974</b>	<b>-56 460</b>	-61 275	-59 836	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>41 431</b>	<b>111 704</b>	113 138	110 749	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>17 625</b>	<b>78 888</b>	70 048	69 099	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 666	27 758	27 688	27 605	
- IS *	-994	6 832	6 978	6 978	
- TVA	12 405	48 060	46 155	45 900	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-5 168</b>	<b>-23 644</b>	-18 185	-18 185	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>3 778</b>	<b>100 078</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>-6 775</b>	<b>1 613 432</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 152	41 647	41 251	41 282
Dépenses de fonctionnement	6 863	19 253	19 763	19 719
Charges de la dette de l'Etat	15 914	16 856	17 399	17 399
Dépenses d'investissement	1 277	3 564	4 194	4 200
Dépenses d'intervention	7 125	28 713	28 854	26 477
Dépenses d'opérations financières	100	683	689	684
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>41 431</b>	<b>111 704</b>	<b>113 138</b>	<b>110 749</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	20 409	94 516	90 967	90 034
Recettes non fiscales	1 258	3 438	2 267	2 252
Prélèvements sur recettes	-4 195	-19 621	-24 228	-24 229
Fonds de concours	153	556	1 042	1 042
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>17 625</b>	<b>78 888</b>	<b>70 048</b>	<b>69 099</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>21 819</b>	<b>98 509</b>	<b>94 277</b>	<b>93 328</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-23 806</b>	<b>-32 816</b>	<b>-43 089</b>	<b>-41 650</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	242	2 135	1 713	1 713
Solde des comptes de concours financiers	-5 391	-26 140	-20 135	-20 135
Solde des comptes de commerce	-25	368	249	249
Solde des comptes d'opérations monétaires	6	-10 257	-388	-388
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-5 168</b>	<b>-23 644</b>	<b>-18 185</b>	<b>-18 185</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-28 974</b>	<b>-56 460</b>	<b>-61 275</b>	<b>-59 836</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 152</b>	<b>41 647</b>	<b>41 251</b>	<b>41 282</b>
Rémunérations d'activité	5 864	23 574	23 300	23 312
Cotisations et contributions sociales	4 216	17 801	17 663	17 682
Prestations sociales et allocations diverses	72	272	288	288
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>31 279</b>	<b>70 057</b>	<b>71 887</b>	<b>69 467</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6 863</b>	<b>19 253</b>	<b>19 763</b>	<b>19 719</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 028	7 423	7 372	7 372
Subventions pour charges de service public	4 835	11 830	12 391	12 347
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>15 914</b>	<b>16 856</b>	<b>17 399</b>	<b>17 399</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	15 914	16 856	17 399	17 399
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 277</b>	<b>3 564</b>	<b>4 194</b>	<b>4 200</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 171	2 955	3 539	3 544
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	106	609	656	656
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>7 125</b>	<b>28 713</b>	<b>28 854</b>	<b>26 477</b>
Transferts aux ménages	2 578	13 605	14 089	11 997
Transferts aux entreprises	1 601	3 842	3 497	3 417
Transferts aux collectivités territoriales	1 036	2 638	2 371	2 334
Transferts aux autres collectivités	1 910	8 620	8 894	8 724
Appels en garantie	0	8	5	4
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>100</b>	<b>683</b>	<b>689</b>	<b>684</b>
Prêts et avances	2	4	11	11
Dotations en fonds propres	98	144	131	127
Dépenses de participations financières	0	535	546	546
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>41 431</b>	<b>111 704</b>	<b>113 138</b>	<b>110 749</b>





unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2016		Cumul à fin avril 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>168</b>	<b>225</b>	<b>1 606</b>	<b>1 366</b>	<b>1 272</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	104	152	940	881	826
Diplomatie culturelle et d'influence	43	46	527	206	309
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	20	142	138	137
Conférence "Paris Climat 2015"	1	6	-2	141	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>225</b>	<b>211</b>	<b>990</b>	<b>937</b>	<b>913</b>
Administration territoriale	137	132	556	521	528
Vie politique, culturelle et associative	7	11	130	139	114
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	81	68	304	278	272
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>296</b>	<b>231</b>	<b>1 103</b>	<b>815</b>	<b>1 008</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	185	127	524	267	476
Forêt	9	6	175	172	175
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	39	177	158	141
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	58	227	219	215
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>390</b>	<b>184</b>	<b>870</b>	<b>1 233</b>	<b>1 234</b>
Aide économique et financière au développement	218	9	219	597	608
Solidarité à l'égard des pays en développement	172	174	651	637	626
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>98</b>	<b>50</b>	<b>1 834</b>	<b>1 776</b>	<b>1 890</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	5	12	10	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	33	35	1 737	1 732	1 842
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	63	11	85	34	43
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>52</b>	<b>49</b>	<b>229</b>	<b>219</b>	<b>221</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	33	119	119	116
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	16	72	64	66
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>347</b>	<b>239</b>	<b>1 054</b>	<b>693</b>	<b>674</b>
Patrimoines	192	119	405	228	216
Création	56	41	232	129	171
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	99	79	418	336	288
<b>DEFENSE</b>	<b>3 738</b>	<b>3 860</b>	<b>13 403</b>	<b>14 779</b>	<b>14 993</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	327	130	558	521	500
Préparation et emploi des forces	694	767	3 185	2 894	2 778
Soutien de la politique de la défense	1 817	1 738	7 697	7 493	7 470
Equiperment des forces	901	1 225	1 963	3 871	4 244
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>129</b>	<b>110</b>	<b>389</b>	<b>330</b>	<b>349</b>
Coordination du travail gouvernemental	41	37	148	124	129
Protection des droits et libertés	5	5	36	37	36
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	84	67	205	168	185
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>394</b>	<b>1 692</b>	<b>5 905</b>	<b>3 612</b>	<b>4 375</b>
Infrastructures et services de transports	94	1 061	2 024	1 381	1 967
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	13	86	52	54
Météorologie	0	0	146	49	100
Paysages, eau et biodiversité	17	30	133	72	124
Information géographique et cartographique	0	24	70	47	47
Prévention des risques	19	25	90	58	61
Energie, climat et après-mines	11	116	344	228	246
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	237	250	1 251	1 198	1 218
Service public de l'énergie (1)	3	174	1 762	528	559
<b>ECONOMIE</b>	<b>139</b>	<b>125</b>	<b>601</b>	<b>435</b>	<b>505</b>
Développement des entreprises et du tourisme	67	54	384	224	288
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	58	57	161	158	165
Stratégie économique et fiscale	14	14	56	53	53



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2016		Cumul à fin avril 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>310</b>	<b>166</b>	<b>14 850</b>	<b>4 520</b>	<b>4 417</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	291	143	638	370	294
Aide à l'accès au logement	0	0	14 183	4 031	4 031
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	19	23	29	119	91
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>15 915</b>	<b>15 924</b>	<b>17 008</b>	<b>16 934</b>	<b>17 563</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	15 914	15 914	16 856	16 856	17 399
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	8	8	4
Epargne	1	10	144	70	160
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 635</b>	<b>6 073</b>	<b>23 961</b>	<b>23 583</b>	<b>23 268</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 670	1 674	6 729	6 727	6 563
Enseignement scolaire public du second degré	2 647	2 662	10 580	10 568	10 404
Vie de l'élève	416	760	2 554	2 377	2 418
Enseignement privé du premier et du second degrés	574	636	2 730	2 726	2 701
Soutien de la politique de l'éducation nationale	201	168	812	651	628
Enseignement technique agricole	126	172	557	533	555
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>960</b>	<b>966</b>	<b>3 902</b>	<b>3 638</b>	<b>3 735</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	693	692	2 779	2 648	2 695
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	128	106	368	325	351
Facilitation et sécurisation des échanges	132	148	616	554	563
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	9	34	28	33
Fonction publique	-2	11	105	82	94
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>64</b>	<b>43</b>	<b>334</b>	<b>278</b>	<b>146</b>
Immigration et asile	60	41	328	273	143
Intégration et accès à la nationalité française	4	3	6	5	4
<b>JUSTICE</b>	<b>743</b>	<b>729</b>	<b>2 658</b>	<b>2 590</b>	<b>2 667</b>
Justice judiciaire	266	319	1 088	1 116	1 099
Administration pénitentiaire	155	236	841	971	1 044
Protection judiciaire de la jeunesse	99	66	328	248	244
Accès au droit et à la justice	197	77	280	156	180
Conduite et pilotage de la politique de la justice	26	30	121	98	99
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>298</b>	<b>159</b>	<b>193</b>
Presse	33	33	83	83	91
Livre et industries culturelles	1	1	210	72	62
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	4	4	41
<b>OUTRE-MER</b>	<b>95</b>	<b>83</b>	<b>1 248</b>	<b>710</b>	<b>694</b>
Emploi outre-mer	21	21	1 114	489	492
Conditions de vie outre-mer	74	63	134	222	203
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>12</b>	<b>26</b>	<b>64</b>	<b>82</b>	<b>160</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	12	19	21	52	65
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	5	3	10
Politique de la ville	-1	7	37	27	86
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2016		Cumul à fin avril 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>240</b>	<b>4 738</b>	<b>22 210</b>	<b>11 873</b>	<b>12 263</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	72	3 054	12 163	6 175	6 125
Vie étudiante	14	331	1 613	1 083	1 230
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4	1 050	5 622	2 896	2 991
Recherche spatiale	0	0	1 303	567	716
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	12	160	1 036	775	854
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	10	22	273	199	202
Recherche duale (civile et militaire)	70	70	70	70	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	3	1	25
Enseignement supérieur et recherche agricoles	56	49	128	106	120
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>24</b>	<b>502</b>	<b>4 998</b>	<b>2 616</b>	<b>2 979</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	23	333	3 014	1 604	1 865
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	275	355
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1	101	1 227	737	759
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>641</b>	<b>450</b>	<b>931</b>	<b>866</b>	<b>642</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	633	442	918	834	567
Concours spécifiques et administration	9	7	13	32	75
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>6 508</b>	<b>6 516</b>	<b>26 765</b>	<b>26 758</b>	<b>26 146</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 308	6 316	24 884	24 876	24 823
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	200	200	1 882	1 882	1 323
<b>SANTE</b>	<b>26</b>	<b>48</b>	<b>948</b>	<b>361</b>	<b>339</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	26	48	311	106	108
Protection maladie	0	0	637	255	232
<b>SECURITES</b>	<b>1 720</b>	<b>1 577</b>	<b>6 515</b>	<b>5 921</b>	<b>5 852</b>
Police nationale	896	815	3 282	3 152	3 095
Gendarmerie nationale	759	702	3 065	2 631	2 632
Sécurité et éducation routières	4	2	9	4	4
Sécurité civile	60	59	159	133	121
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>267</b>	<b>2 192</b>	<b>15 169</b>	<b>6 140</b>	<b>5 674</b>
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	167	980	4 005	1 119	1 645
Handicap et dépendance	13	1 125	10 699	4 574	3 575
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	1	1	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	86	87	463	447	451
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>2</b>	<b>31</b>	<b>434</b>	<b>201</b>	<b>185</b>
Sport	2	3	149	84	73
Jeunesse et vie associative	0	28	285	116	113
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>1 167</b>	<b>873</b>	<b>8 225</b>	<b>4 048</b>	<b>3 937</b>
Accès et retour à l'emploi	658	712	5 278	2 928	2 750
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	418	58	2 656	849	939
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	27	38	30	40	10
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	64	65	261	231	238
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>40 339</b>	<b>47 947</b>	<b>179 492</b>	<b>138 462</b>	<b>139 284</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>33 831</b>	<b>41 431</b>	<b>152 727</b>	<b>111 704</b>	<b>113 138</b>

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>4 767</b>	<b>28 202</b>	<b>28 249</b>	<b>28 185</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>112</b>	<b>485</b>	<b>455</b>	<b>455</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>372</b>	<b>11 482</b>	<b>11 443</b>	<b>11 443</b>
Impôt sur les sociétés	365	11 246	11 223	11 223
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	7	236	221	221
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>270</b>	<b>1 694</b>	<b>2 521</b>	<b>2 521</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	56	229	236	236
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	134	517	963	963
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	61	314	535	535
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	16	17	12	12
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	2	2
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	7	8	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	30	24	24
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	5	22	22
Recettes diverses	-6	569	699	699
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 330</b>	<b>4 843</b>	<b>3 425</b>	<b>3 425</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 872</b>	<b>66 408</b>	<b>64 343</b>	<b>64 088</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>3 201</b>	<b>8 160</b>	<b>6 675</b>	<b>6 080</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	28	155	144	144
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	54	50	50
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	3	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	124	660	558	558



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	920	3 223	2 924	2 924
Contribution de sécurité immobilière	47	199	186	186
Autres conventions et actes civils	96	220	154	154
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	130	130	130
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	13	48	37	37
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	104	56	56
Timbre unique	-24	46	42	42
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	889	1 102	688	129
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	2	6	13	13
Taxe générale sur les activités polluantes	46	57	88	88
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	9
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	46	46	46
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	22	20	20
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	18	17	17
Taxe sur certaines dépenses de publicité	23	24	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	9	24	24
Taxe sur les installations nucléaires de base	570	577	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	16	19	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	179	687	687	687
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	60	213	190	190
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	138	136	136
Prélèvement sur les paris sportifs	28	93	71	71
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	22	18	18
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	59	244	262	262
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Autres taxes	8	39	79	33
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>26 925</b>	<b>121 274</b>	<b>117 113</b>	<b>116 198</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>20 409</b>	<b>94 516</b>	<b>90 967</b>	<b>90 034</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>47</b>	<b>137</b>	<b>137</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	25	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	21	27	27
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>354</b>	<b>1 266</b>	<b>540</b>	<b>540</b>
Revenus du domaine public non militaire	21	69	84	84
Autres revenus du domaine public	2	76	66	66
Revenus du domaine privé	7	21	17	17
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	46	718	59	59
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	196	284	294	294
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	81	95	15	15
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	4	6	6
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>89</b>	<b>284</b>	<b>288</b>	<b>288</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	106	105	105
Autres frais d'assiette et de recouvrement	42	173	176	176
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	3	3
Autres recettes diverses	1	2	3	3
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>31</b>	<b>98</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	37	45	45
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	2	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	23	24	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	25	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	1	1	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	7	10	10



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	504	1 099	649	634
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	15	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	435	799	312	312
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	1	92	92
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	67	245	221	221
Frais de poursuite	1	3	3	3
Frais de justice et d'instance	1	4	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	280	645	554	554
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	213	233	230	230
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	48	49	49
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	2	8	6	6
Recouvrements après admission en non-valeur	12	49	41	41
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	8	10	10
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	7	6	6
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	88	80	80
Produits divers	1	105	31	31
Autres produits divers	11	76	76	76
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 258</b>	<b>3 438</b>	<b>2 267</b>	<b>2 252</b>



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 351</b>	<b>-12 980</b>	<b>-14 265</b>	<b>-14 266</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 736	-10 941	-12 160	-12 161
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-4	-4
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-184	-727	-911	-911
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-18	-18
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-23	-18	-18
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-3	-3	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 108	-1 110	-1 110
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-2	-13	-13
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-28	-28	-28
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-143	-143	-1	-1
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-844</b>	<b>-6 641</b>	<b>-9 963</b>	<b>-9 963</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 195</b>	<b>-19 621</b>	<b>-24 228</b>	<b>-24 229</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	129	465	944	944
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	24	90	98	98
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>153</b>	<b>556</b>	<b>1 042</b>	<b>1 042</b>

(1) création en 2016





unité : million d'€.

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 920</b>	<b>6 162</b>	<b>20 157</b>	<b>20 989</b>	<b>22 292</b>	<b>22 702</b>	<b>2 135</b>	<b>1 713</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	37	24	58	68	85	107	27	38
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	351	155	355	380	543	446	188	65
Développement agricole et rural	0	3	2	4	12	11	9	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	34	31	137	103	125	125	-12	22
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	16	0	2	18	20	18	18
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	98	14	144	99	153	207	9	108
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	40	0	320	1 562	1	1 174	-319	-388
Pensions	5 017	5 402	18 644	18 575	20 320	20 394	1 676	1 819
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	200	19	219	19	19
Transition énergétique (2)	343	518	497	0	1 015	0	518	0
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 556</b>	<b>3 166</b>	<b>39 543</b>	<b>32 934</b>	<b>13 404</b>	<b>12 798</b>	<b>-26 140</b>	<b>-20 135</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	253	13	5 613	30	38	17	-5 575	-13
Avances à l'audiovisuel public	322	308	1 289	1 222	842	806	-447	-417
Avances aux collectivités territoriales	7 940	2 841	32 551	31 163	12 373	11 818	-20 178	-19 345
Prêts à des Etats étrangers	41	4	90	440	143	154	53	-286
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	79	7	3	7	-75
<b>Comptes de commerce</b>	<b>16 407</b>	<b>16 382</b>	<b>19 329</b>	<b>19 633</b>	<b>19 697</b>	<b>19 881</b>	<b>368</b>	<b>249</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	22	166	124	191	251	286	128	95
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	15	48	48	52	47	4	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 415	1 075	1 415	1 075	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	28	54	124	122	357	276	232	154
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 338	16 139	17 597	18 174	17 597	18 174	-1	-1
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	7	13	15	19	16	6	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	8	6	6	7	-1	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>34</b>	<b>40</b>	<b>10 524</b>	<b>2 031</b>	<b>267</b>	<b>1 643</b>	<b>-10 257</b>	<b>-388</b>
Emission des monnaies métalliques	19	18	57	64	44	43	-13	-21
Opérations avec le Fonds Monétaire International	15	15	10 467	1 966	217	1 591	-10 251	-376
Pertes et bénéfices de change	0	7	0	0	7	9	7	9
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>30 918</b>	<b>25 750</b>	<b>89 554</b>	<b>75 586</b>	<b>55 660</b>	<b>57 025</b>	<b>-33 894</b>	<b>-18 561</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>30 903</b>	<b>25 735</b>	<b>79 087</b>	<b>73 620</b>	<b>55 443</b>	<b>55 434</b>	<b>-23 644</b>	<b>-18 185</b>

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2016
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance		520	113	633
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	242	102	344
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>773</b>	<b>215</b>	<b>988</b>
		Régions	1 662	-213	1 450
		Départements	4 826	-782	4 045
	<b>CEPL</b>	Communes	21 357	-1 296	20 061
		HLM	323	39	362
		Autres	20 714	342	21 056
		<b>Total CEPL</b>	<b>48 882</b>	<b>-1 909</b>	<b>46 973</b>
		<b>Hôpitaux</b>	<b>4 440</b>	<b>324</b>	<b>4 764</b>
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	1 900	12 032
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-625	3 535
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	1 866	4 652
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	719	1 581
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 941</b>	<b>3 860</b>	<b>21 801</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 494</b>	<b>-2 290</b>	<b>8 204</b>
		<b>Communautés européennes</b>	<b>2 596</b>	<b>-675</b>	<b>1 921</b>
		Fonds et Fondations	42	17	59
	GIP	615	-23	592	
	EPL	2 136	831	2 967	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Autres correspondants	12 782	-989	11 793	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 617</b>	<b>-206</b>	<b>15 411</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>100 744</b>	<b>-681</b>	<b>100 063</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme		18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>18</b>	<b>-3</b>	<b>15</b>
<b>Total Passif (A)</b>			<b>100 761</b>	<b>-684</b>	<b>100 078</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>			<b>100 761</b>	<b>-683</b>	<b>100 078</b>



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2016
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 576 395</b>	<b>30 438</b>	<b>1 606 834</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 423 722</b>	<b>28 297</b>	<b>1 452 020</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	53 930	1 375 182
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	48 317	1 187 562
- <i>taux variable</i>	163 458	5 656	169 114
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-25 633	76 838
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-25 633	68 430
- <i>taux variable</i>	8 009	0	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>152 673</b>	<b>2 141</b>	<b>154 814</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	2 141	154 814
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 666</b>	<b>-67</b>	<b>6 598</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 583 061</b>	<b>30 371</b>	<b>1 613 432</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.